

"Le marché élargi de l'Europe" dans Süddeutsche Zeitung (3 août 1961)

Légende: Le 3 août 1961, commentant la demande d'adhésion du Royaume-Uni aux Communautés européennes, le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung s'interroge sur les conséquences politiques et économiques d'une participation britannique à la CEE.

Source: Süddeutsche Zeitung. Münchner Neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. Hrsg. Friedmann, Werner; Goldschagg, Edmund; Schöningh, Dr. Franz Josef; Schwingenstein, August ; R Herausgeber Friedmann, Werner. 03.08.1961, Nr. 184; 17. Jg. München: Süddeutscher Verlag. "Europas grösserer Markt", auteur:Staegmeyr, Elly , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/le_marche_elargi_de_l_europe_dans_suddeutsche_zeitung_3_aout_1961-fr-4e858bc3-a205-4e9f-9397-c82274cbb108.html



Date de dernière mise à jour: 13/02/2017

Le marché élargi de l'Europe

Par Elly Staegmeyr

La résolution du gouvernement anglais – saluée par la *Communauté économique européenne* – de négocier l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE en tant que membre à part entière est d'une extrême importance. Le drame de l'Europe de l'Ouest était que l'aspiration à un marché global entraîne tout d'abord une division économique. La Communauté des Six n'était pas à même de devenir immédiatement le point de cristallisation d'une unification occidentale. En revanche, l'Angleterre est parvenue, après l'échec de son projet d'une grande zone de libre-échange, à utiliser l'Autriche, la Suisse, les trois États nordiques et le Portugal comme faire-valoir. «Les Sept» ont créé l'Association européenne de libre-échange (AELE). Certes, celle-ci se fixait également l'objectif d'un marché global européen, mais avec la devise anglaise de n'accepter aucun engagement important ou politique. Ces dernières années, le visage économique de l'Europe s'est tellement transformé au profit de la CEE que la Grande-Bretagne a vu l'entente avec les Six comme une véritable nécessité.

Les autres *partenaires de l'AELE* n'ont plus qu'à s'efforcer de se rapprocher du Marché commun au moment choisi par l'Angleterre. Lorsque le Premier ministre Macmillan a évoqué les conséquences imprévisibles de l'échec de la nouvelle initiative de l'Europe, des milieux du gouvernement londonien ont immédiatement souligné qu'il ne s'agissait pas d'essayer de faire pression sur les partenaires de l'AELE par la menace d'un retrait de la Grande-Bretagne des alliances européennes. En effet, l'Angleterre a officiellement assuré sa solidarité. Il faut coordonner les négociations que chaque pays de l'Association européenne de libre-échange devra mener seul avec la CEE, et l'on ne veut pas enterrer l'AELE avant que les «intérêts légitimes» de tous soient pris en considération. Les États nordiques sont cependant parvenus à la conclusion que la décision historique de l'Angleterre avait en réalité mis fin à l'AELE sous sa forme actuelle. En Suisse, on se prépare à un éventuel «isolement temporaire».

Comme en atteste le débat actuel à la Chambre des communes, il existe une farouche opposition à la résolution réfléchie du gouvernement anglais. L'argument économique selon lequel près de la moitié des exportations britanniques serait encore destinée au Commonwealth et seulement un septième au continent n'est pas convaincant. En effet, c'est précisément la *dynamique* inattendue du Marché commun qui a sans aucun doute largement contribué à la réorientation britannique. Londres, qui a tout d'abord tenté de diminuer les inconvénients de la formation du bloc pour son économie, ne veut plus, désormais, se voir exclue du développement fulgurant.

L'échange de marchandises entre les Six a augmenté deux fois plus vite que le commerce au sein de l'AELE. En outre, l'Angleterre a pu augmenter d'un cinquième ses ventes sur le Marché commun, contre un dixième dans le reste du monde, parce que des marchandises plus compétitives de la CEE ont pu y réaliser un plus grand volume d'affaires. D'autres soucis s'ajoutent à cela. Les financements en dollars pour la construction d'usines sont aujourd'hui plus facilement injectés sur le continent qu'en Angleterre, qui perd déjà nombre d'investissements en livres au profit d'implantations en Europe. On ne prend pas non plus à la légère les quelque 2000 accords par lesquels, selon certaines sources, des sociétés privées se seraient assurées des avantages sur le Marché commun.

Il ne fait aucun doute que des *négociations extrêmement ennuyeuses* et difficiles attendent de toute façon l'Europe. Pour son adhésion à la Communauté économique européenne, la Grande-Bretagne s'appuie sur l'hypothèse que ses intérêts particuliers du Commonwealth et les souhaits de son agriculture seront pris en considération. Cela ne doit certainement pas entraîner un amollissement de la Communauté économique européenne, mais si l'on veut s'y tenir, il faut de la *flexibilité*. Le fait que des fonctionnaires des ministères des six États participent aux négociations avec la Commission de Bruxelles ne nous semble pas une mauvaise proposition. À Rome, à l'époque, les Six ont fait des concessions à certains partenaires dans des protocoles particuliers. À titre d'exemple, ils ont accordé des avantages commerciaux à la France dans son commerce avec ses territoires d'outre-mer et des possibilités de financement particulières à l'Italie pour le sud du pays. L'opinion suisse selon laquelle cela ne modifierait pas de fond en comble les traités de Rome que de faire des concessions analogues à de nouveaux membres mérite réflexion. Pour la résolution des

problèmes agricoles, c'est peut-être un avantage que la politique agricole européenne n'ait pas encore son visage définitif.

L'Amérique, qui craignait au départ que des associations régionales ne portent préjudice à son propre commerce, souhaite aujourd'hui l'unification européenne. M. Macmillan la décrit comme un facteur essentiel dans la lutte pour la liberté. Le ministre des Affaires étrangères allemand assure que la République fédérale d'Allemagne veut tout mettre en œuvre pour réaliser l'adhésion de l'Angleterre à la CEE, et il croit qu'il est possible de trouver une solution si l'on négocie avec pragmatisme et un minimum de compétence. Espérons que nous saisissons la *chance* de créer un Marché commun européen qui s'adapte aux réalités, qui pourrait englober jusqu'à 300 millions de personnes et présenterait les conditions d'un nouvel essor.